

Monde Arabe: sortir de l'essentialisme islamique!

PIERRE BLANC*

Nous ne sommes pas guéris d'un certain orientalisme ! Celui, si bien décrit par Edward Saïd, qui tend à figer l'Autre, l'Arabe en l'occurrence, dans une identité immuable, à l'évidence éloignée de la nôtre, mais également souvent de la sienne... Nous nous trouvons alors dans un «Eux et Nous» bien plus fabriqué que réel.

Que des lectures anthropologiques distinguent la prévalence de certains traits dans les multiples aires culturelles qui couvrent le globe, ne signifie pas qu'elles adhèrent à l'idée d'une immuabilité des sociétés qu'elles décrivent.

En revanche, lorsqu'il s'agit des sociétés arabes, certains discours, encore trop prégnants, en font des sociétés figées par essence. Même certains auteurs très entendus comme Bernard Lewis n'ont pas résisté à ce regard qui renvoie aux Arabes le fait que l'essence culturelle – entendons ici l'islam – est un surdéterminant de leur existence réelle. Il y aurait ainsi en terre d'islam (si cette expression a une quelconque signification), une façon de se comporter qui participerait exclusivement d'un corpus religieux défini pour l'essentiel il y a treize à quatorze siècles. Il ne s'agit pas non plus de dire que le soubassement religieux n'a aucune influence sur les comportements individuels, encore moins que cette influence est néfaste -elle est chemin de vie pour beaucoup-, mais il paraît nécessaire de souligner que sa capacité d'imprégnation s'ajoute à d'autres influences variables selon les individus, les familles et les pays. Maxime Rodinson a ainsi nommé théologocentrisme cette attitude qui consiste à affirmer le primat de l'islam dans la conduite de ceux qui s'en réclament. Lui ne croyait pas un seul instant à cette idée que les choix personnels sont uniquement sous l'emprise d'une stricte hétéronomie religieuse. En critiquant cette manière d'appréhender le réel arabe, il ne s'agit guère d'une position morale (encore qu'il ne faille pas s'en exonérer) mais tout simplement d'une observation des faits qui s'imposent. Et force est d'admettre que malgré les apparences trompeuses, les sociétés arabes changent. C'est vrai

sur le plan démographique, économique et même politique, et si des pesanteurs prévalent, elles ne participent que de très loin d'une empreinte islamique.

Si un élément a été montré comme la preuve irréfutable de l'incapacité du monde arabe à évoluer, c'est bien la démographie. L'explosion démographique serait la preuve de l'influence de l'islam dans les sociétés où il prévaut. En effet, étant donné qu'il est foncièrement nataliste, il serait un facteur évident de la difficile transition démographique des pays arabes. Or cette appréciation ne résiste pas à la lecture des faits, la Tunisie, par exemple, ayant achevé sa transition tandis que d'autres pays comme le Liban et l'Algérie en ont pratiquement atteint le point ultime. Au-delà de l'aire arabe, la Turquie et l'Iran, qui ont pratiquement achevé leur transition, amènent la preuve que l'explication religieuse ne tient pas.

Il est bien admis, maintenant, que l'alphabétisation est la cause majeure de ce phénomène, particulièrement celle des filles. Comme l'ont montré Youssef Courbage et Emmanuel Todd, la survenue du seuil d'alphabétisation de 50% chez elles est ainsi fortement corrélée avec le début de la baisse de la fécondité. Cependant des éléments peuvent interférer avec ce passage, parfois en l'accéléralant, parfois en le ralentissant. Pour ces auteurs, plus qu'une spécificité du corpus islamique, ce sont plutôt des soubassements anthropologiques, souvent antéislamiques, qui expliqueraient ces délais supplémentaires dans la transition démographique. En effet, le monde arabe mais aussi perse et pakistanais est davantage patrilinéaire – il accorde des avantages aux garçons, le mâle étant privilégié -, patrilocal - les jeunes couples vivent proches des parents de l'époux - et endogame. Tout ceci explique sans doute pour partie les retards en matière de promotion féminine. En particulier, le principe patrilinéaire repose sur le privilège accordé aux garçons, ce qui en creux disqualifie les filles. La perpétuation de ce principe contribue donc à réduire l'accès des filles à l'alphabétisation et surtout pousse les familles à avoir des enfants, au moins tant qu'elles n'ont pas de garçon.

A contrario, en Asie du Sud-Est, on trouve des familles de type matrilocal et parfois matrilineaire, ce qui tend à promou-

* Rédacteur en chef de Confluences Méditerranée.

voir les filles. Aussi n'est-il pas curieux de constater que la transition démographique y est souvent avancée, particulièrement en Indonésie. Cependant, alors qu'elle a une structure familiale voisine, la Malaisie semble contredire cette tendance, mais si ses indices de fécondité sont encore élevés, c'est pour des raisons plus géopolitiques: la présence de fortes minorités chinoise et indienne ont poussé les Malais à accorder une place importante à la natalité.

D'autres éléments peuvent expliquer le ralentissement de la transition. A côté de cette guerre des berceaux (on la voit aussi avec les chiïtes du Liban ou avec les Palestiniens et les colons des territoires occupés), Todd et Courbage évoquent notamment la rente pétrolière qui peut soutenir la natalité. De même, certains facteurs peuvent expliquer la survenue plus rapide de la modernisation démographique: par exemple, dans le cas du Maghreb, le lien avec les émigrés d'Europe, aux comportements démographiques différents, a contribué à cette accélération de la transition.

Ces phénomènes démographiques invalident donc le recours à l'essentialisme islamique, et, même si des facteurs anthropologiques interviennent dans le ralentissement de la transition, ils ne sont donc pas forcément religieux, ne sont pas uniques et surtout ne sont pas appelés à perdurer: partout la patrilinéarité, la patrilocalité et l'endogamie reculent.

Ce même essentialisme islamique est parfois également convoqué pour expliquer la faible appétence des sociétés arabes pour la démocratie. La lettre et l'esprit de l'islam contreviendraient à la mise en œuvre de la démocratie, tout simplement parce qu'ils prôneraient la confusion du politique et du religieux. Ils feraient même plus puisqu'ils préconiseraient la tutelle de l'ordre religieux sur l'ordre politique. Même l'historien arabe Ibn Khaldoun a prétendu cela au 14^{ème} siècle en affirmant que «*l'islam se distingue des autres religions précisément par le fait qu'il associe le message religieux et l'action visant à l'accomplir dans les faits*», c'est-à-dire que la Révélation islamique contient les principes d'une organisation politique. Au-delà du fait que cette dimension politique du Coran est contestée par des penseurs contemporains (notamment le théologien égyptien Abderraziq), il importe aussi de souligner que la démocratie est avant tout une construction historique qui participe tout autant de conditions sociales, économiques et politiques que d'un prétendu soubassement culturel, même si celui-ci peut prédisposer plus ou moins à l'émergence de la notion de la citoyenneté. La démocratie, née il est vrai en Occident, n'est pas appelée à y être circonscrite, son développement ailleurs ayant été permis par une demande de liberté d'expression et de participation sociale émergeant dans des conditions socio-politiques propices. En l'occurrence, dans le monde arabe, nombre de facteurs expliquent le peu de vigueur démocratique qui suffisent

à relativiser, voire à invalider, une incapacité d'ordre religieux: faiblesse de la classe moyenne, appuis extérieurs aux régimes autoritaires, effets de la rente pétrolière, etc.

Au-delà de cette idée que l'islam n'est pas compatible avec la démocratie, d'aucuns affirment que la prégnance du religieux dans leurs discours ferait des islamistes l'expression politique véritable en « terre d'islam », en tant qu'ils prétendent imposer la charia à la société. Il faut cependant dire que ces mouvements, très contenus après l'apparition des frères musulmans en Égypte à la fin des années 1920, se sont renforcés après 1950 dans un contexte politique (affaiblissement du nationalisme arabe), socio-économique (crise et corruption), géopolitique (révolution islamiste iranienne, guerre en Afghanistan) et démographique (explosion de la population) qui participe davantage de la contingence que de l'essence. D'autre part, force est de constater que, à l'heure actuelle, les partis islamistes, quand ils sont autorisés, peuvent évoluer dans leurs positions, ne serait-ce que parce qu'ils entrent dans le jeu politique des alliances qui tendent à éroder leur radicalisme.

Au-delà de la démographie et du politique, l'essentialisme religieux est également convoqué pour expliquer le mal-développement économique du monde arabe. C'est faire peu de cas de toutes les autres causes de ce mal-développement: le manque de ressources, les colonisations européenne et ottomane, le choix de modèles de développement peu porteurs, et surtout le déficit de confiance qui est de fait le facteur essentiel entravant la combinaison optimale du capital et du travail. Cet essentialisme islamique comme facteur du mal-développement, Maxime Rodinson l'avait déconstruit en son temps dans *islam et capitalisme* où, dans un clin d'œil aux travaux de Max Weber, il montrait que l'islam n'était pas un frein à au processus d'accumulation du capital. Faut-il rappeler aussi que certains pays arabes, y compris des pays sans grandes ressources pétrolières (la Tunisie par exemple), connaissaient un essor économique évident avant que la crise économique ne vienne paralyser les économies mondiales?

Au final, rien ne sert de convoquer l'islam pour en faire le surdéterminant des évolutions ou plutôt de la stagnation de l'aire arabe. Si des millions de croyants se réfèrent à cette foi, il n'est donc en rien pertinent d'affirmer l'existence d'un *homo islamicus* qui serait façonné uniquement pas le système de croyance auquel il se réfère, avec plus ou moins d'intensité. Sortir de cette vision essentialiste de l'islam est donc une exigence de vérité pour chacun parce qu'elle est erronée et qu'elle entretient un malentendu dangereux en ces temps où des hérauts mal inspirés annoncent le choc des civilisations. Mais aller contre cette représentation, c'est également rendre possible la critique de l'islamisme - lui aussi essentialiste-, qui tend à faire de la religion la source et l'horizon uniques du politique.